

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, le 28 mai 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 49 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 3 juin 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 mei 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 49 van de wet van 21 maart 1991 tot hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 3 juni 1991 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'intitulé suivant, plus précis, est proposé :

"Arrêté royal créant des commissions paritaires auprès de la Régie des voies aériennes, de la Régie des postes et de la Régie des télégraphes et téléphones".

Préambule.

L'alinéa 1er du préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 49".

Proposant.

Dans le texte français de la formule de proposition, il convient d'écrire "de l'avis de Nos Ministres" et non pas "sur l'avis de Nos Ministres".

.../...

Dispositif.

Chapitre Ier.

Dans le texte français, il convient d'écrire "Chapitre Ier", "Article 1er" et "§ 1er". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 1er.

L'article 1er doit être rédigé comme suit :

"Art. 1er. § 1er. Il est constitué une commission paritaire respectivement auprès de la Régie des voies aériennes, de la Régie des postes et de la Régie des télégraphes et téléphones.

§ 2. La commission paritaire constituée auprès de la Régie des voies aériennes compte seize membres.

Les commissions paritaires constituées auprès de la Régie des postes et de la Régie des télégraphes et téléphones comptent chacune dix-huit membres".

Article 2.

1. La division en paragraphes n'est pas justifiée lorsque, comme en l'espèce, chaque paragraphe ne comporte qu'un seul alinéa. Cette observation vaut aussi pour les articles 6 et 10.

.../...

Par ailleurs, la subdivision doit être numérotée en 1E et 2E.

2. Le texte suivant est proposé pour l'article 2 :

"Art. 2. Dans les huit jours de la constitution du conseil d'administration, le président de la commission visée à l'article 14, § 1er, de la loi ... autorités, notifié par lettre recommandée à la poste au président du ... :

1E ...

2E la proportion des affiliés ... de déterminer cette proportion.

Pour la détermination des informations visées à l'alinéa 1er, le président de la commission peut se baser sur les données publiées au Moniteur belge. En ce qui concerne ...".

Article 3.

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, doit être scindé en deux alinéas, l'alinéa 2 commençant par les mots : "Il est établi ...".

2. Au paragraphe 1er, alinéa 3, devenant alinéa 4, les termes "du présent arrêté" sont inutiles et peuvent être

.../...

omis. Cette observation vaut également pour le paragraphe 2 et pour l'article 6, § 3.

3. Au paragraphe 2, il convient d'écrire en relation avec l'observation faite au préambule : "Si les données disponibles à la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ci-après dénommée la loi, ne permettent pas ..." (la suite comme au projet).

Le texte suivant est dès lors proposé :

"Art. 3. § 1er. Sur la base de la proportion visée à l'article 2, le nombre de membres auquel a droit chaque organisation représentative est déterminé de la manière indiquée ci-après.

Il est établi un diviseur électoral en divisant le nombre total des affiliés cotisants de toutes les organisations syndicales représentatives par le nombre total des représentants des organisations syndicales représentatives à la commission paritaire.

Ensuite, le nombre ... électoral. Le quotient ainsi obtenu indique

Si ce calcul ... à l'article 1er, le nombre ... alinéa 2.

.../...

§ 2. Si les données disponibles à la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ci-après dénommée la loi, ne permettent pas de calculer ladite proportion, une visée au chapitre II."

Article 4.

Le début de l'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 2, le président du conseil d'administration communique, par lettre recommandée à la poste, à chaque ...".

Article 5.

Le texte suivant est proposé pour l'article 5 :

"Art. 5. Au plus tard dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 4, les organisations syndicales représentatives communiquent par lettre recommandée à la poste au conseil d'administration de l'entreprise publique le nom des personnes qu'elles proposent comme membres effectifs et comme membres suppléants de la commission paritaire".

Article 6.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Art. 6. Au plus tard dans les quinze jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 5, le ... pari-taire.

En application des articles 4, § 2, alinéa 2, et 48 de la loi, le conseil d'administration ... à la commission paritaire.

Après le classement de ... conformément au chapitre II, le conseil d'administration ... syndical".

Article 7.

Le texte suivant est proposé pour l'article 7 :

"Art. 7. § 1er. Si les données disponibles à la date d'entrée en vigueur de la loi ne permettent pas de déterminer la proportion visée à l'article 2, alinéa 1er, 2E, dans les huit jours de l'entrée en vigueur ... une liste complète des affiliés cotisants qu'elles comptaient au 30 juin 1989 dans l'entreprise concernée.

Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'alinéa 1er, les ... article 2.

§ 2. Le président ... procède au plus tôt aux opérations ... 2E".

.../...

Article 8.

1. Le texte français et le texte néerlandais ne concordent pas. En effet, dans le texte néerlandais, il est fait référence à l'article 7, § 2, ce qui n'est pas le cas dans le texte français.

2. D'autre part, il faut écrire : "dans les huit jours de la fin des opérations ...".

Article 9.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 9. Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 8, le président du conseil d'administration communique, par lettre recommandée à la poste, à ...".

Article 10.

L'article 10 doit être rédigé comme suit :

"Art. 10. Dans les huit jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'article 9, les organisations syndicales représentatives communiquent, par lettre recommandée à la poste, au ... proposent.

Dans les trente jours de l'envoi recommandé de la lettre visée à l'alinéa 1er, le ...".

.../...

Article 11.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

La fin de la disposition serait mieux rédigée comme suit :

"... de l'entreprise publique concernée".

.../...

Opschrift.

Het hiernavolgende, precieze opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot oprichting van paritaire comités bij de Regie der Luchtwezen, de Regie der Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie".

Aanhef.

Het eerste lid van de aanhef behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 49".

Voordrachtformulier.

In de Franse tekst van het voordrachtformulier schrijve men : "de l'avis de Nos Ministres" en niet "sur l'avis de Nos Ministres".

.../...

Bepalend gedeelte.

Hoofdstuk I.

In de Franse tekst behoort te worden geschreven "Chapitre Ier", "Article 1er" en "§ 1er". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Artikel 1.

Artikel 1 dient als volgt te worden gesteld :

Artikel 1. § 1. Er wordt een paritair comité opgericht, respectievelijk bij de Regie der Luchtwegen, de Regie der Posterijen en de Regie van Telegrafie en Telefonie.

§ 2. Het paritair comité dat bij de Regie der Luchtwegen wordt opgericht telt zestien leden.

De paritaire comités die bij de Regie der Posterijen en bij de Regie van Telegrafie en Telefonie worden opgericht tellen elk achttien leden".

Artikel 2.

1. Er is geen reden voor een indeling in paragrafen wanneer, zoals in het onderhavige geval, elke paragraaf slechts één lid omvat. Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 6 en 10.

.../...

Bovendien behoren bij het indelen de nummers 1E en 2E te worden gebruikt.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 2 :

"Art. 2. De voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van ... personeel geeft binnen acht dagen na de samenstelling van de raad van bestuur bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van de raad van bestuur en ... kennis van :

1E...

2Ede verhouding van het aantal bijdrageplichtige leden van elke vakorganisatie ten opzichte van het totale aantal personeelsleden van de instelling die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten, indien de gegevens die bij de inwerkingtreding van de wet beschikbaar zijn het mogelijk maken die verhouding te bepalen.

Voor het vaststellen van de informatie bedoeld in het eerste lid kan de voorzitter van de commissie uitgaan van de gegevens die in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt. Wat de Regie der Luchtwegen betreft ...".

.../...

Artikel 3.

1. Paragraaf 1, eerste lid, dient in twee leden te worden gesplitst, waarbij het tweede lid begint met de woorden : "Er wordt een kiesdeler vastgesteld door het totale aantal ...".

2. In paragraaf 1, derde lid, dat het vierde lid wordt, kunnen de woorden "van dit besluit" als overbodig vervallen. Deze opmerking geldt tevens voor paragraaf 2 en voor artikel 6, § 3.

3. In paragraaf 2 behoort in aansluiting met de opmerking die in de aanhef gemaakt is te worden geschreven : "Indien de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, hierna "de wet" genoemd, het niet mogelijk maken die verhouding te berekenen, wordt een eerste paritair comité samengesteld met een gelijk aantal leden voor elke representatieve vakorganisatie. De samenstelling van dit eerste comité wordt later aangepast overeenkomstig de procedure bedoeld in hoofdstuk II."

De volgende tekst wordt derhalve voorgesteld :

"Art. 3. § 1. Op basis van de in artikel 2 bedoelde verhouding wordt het aantal leden waarop elke representatieve organisatie recht heeft bepaald op de hierna aangegeven wijze.

.../...

Er wordt een kiesdeler vastgesteld door het totale aantal bijdrageplichtige leden van alle representatieve vakorganisaties te delen door het totale aantal vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties in het paritair comité.

Vervolgens wordt het aantal ... kiesdeler. Het aldus verkregen quotiënt geeft het aantal vertegenwoordigers van deze vakorganisatie ... aan.

Indien deze berekening tot een lager aantal vertegenwoordigers leidt dan het aantal vastgesteld in artikel 1, wordt het aantal overblijvende zetels verdeeld in verhouding tot de grootte van de rest van de in het tweede lid bedoelde breuk.

§ 2. Indien de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van de inwerkingtreding van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, hierna "de wet" genoemd, het niet mogelijk maken die verhouding te berekenen, wordt ... vakorganisatie. De samenstelling van dit eerste comité wordt ... bedoeld in hoofdstuk II."

Artikel 4.

Het zou beter zijn artikel 4 aldus te stellen :

"Art. 4. Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 2 bedoelde brief, deelt de voorzitter van de raad van bestuur bij een ter post aangetekende brief aan elke ...".

.../...

Artikel 5.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 5 :

"Art. 5. Uiterlijk binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 4 bedoelde brief, delen de representatieve vakorganisaties bij een ter post aangetekende brief aan de raad van bestuur van het overheidsbedrijf de namen mede van de personen die zij voordragen als leden en als plaatsvervangende leden van het paritair comité".

Artikel 6.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 6. Uiterlijk binnen vijftien dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 5 bedoelde brief, stelt de raad van bestuur het paritair comité samen.

Met toepassing van de artikelen 4, § 2, tweede lid, en 48 van de wet legt de raad van bestuur van de instelling het ontwerp van eerste beheerscontract om advies voor aan het paritair comité.

Na de indeling van de instelling ... overeenkomstig hoofdstuk II, vraagt de raad van bestuur van de instelling met toepassing van ... het eerste personeels- en vakbondsstatuut".

.../...

Artikel 7.

Voorgesteld wordt artikel 7 aldus te stellen :

"Art. 7. § 1. Indien de verhouding bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2E, niet kan worden bepaald aan de hand van de gegevens die beschikbaar zijn op de datum van de inwerkingtreding van de wet, verzoekt de voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 2 binnen acht dagen na de inwerkingtreding van dit besluit ... de vakorganisaties om een volledige lijst van de bijdrageplichtige leden die zij op 30 juni 1989 bij de betrokken instelling telden.

Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in het eerste lid bedoelde brief, zenden ... van de in artikel 2 bedoelde commissie".

§ 2. De voorzitter van de commissie bedoeld in artikel 2 begint zo spoedig mogelijk met de telverrichtingen met het oog op het vaststellen van de verhouding bedoeld in ... 2E".

Artikel 8.

1. De Franse en de Nederlandse tekst stemmen niet overeen. In de Nederlandse tekst wordt immers verwezen naar artikel 7, § 2, wat niet het geval is in de Franse tekst.

.../...

2. Bovendien schrijve men : "binnen acht dagen na het einde van de telverrichtingen ...".

Artikel 9.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 9. Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 8 bedoelde brief, deelt de voorzitter van de raad van bestuur bij een ter post aangetekende brief aan ...".

Artikel 10.

Artikel 10 dient als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 10. Binnen acht dagen na het aangetekend verzenden van de in artikel 9 bedoelde brief, delen de representatieve vakorganisaties bij een ter post aangetekende brief aan

Binnen dertig dagen na het aangetekend verzenden van de in het eerste lid bedoelde brief, past de raad van bestuur de samenstelling van het paritair comité aan".

Artikel 11.

Er dient te worden geschreven :

.../...

"Art. 11. De vakorganisaties zijn gehouden om in de in artikel 2 bedoelde commissie binnen de door die commissie of bij dit besluit gestelde termijnen en op straffe van uitsluiting van verdere telverrichtingen ...".

Artikel 12.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 12. De kosten van de verrichtingen bedoeld in dit besluit zijn ... van de betrokken openbare instelling".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.